

Réunion débat sur l' « l'Éducation inclusive et de qualité pour tous en Francophonie ».

CONFEMEN, Dakar, 17-19 mars 2014

**Intervention de Monsieur Yves Reinkin,
Vice-président de la Commission
de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles de l'APF**

Mesdames et Messieurs, en vos titres que je sais grands et vos qualités qui le sont encore davantage,

Permettez-moi avant tout de remercier chaleureusement le Secrétaire général de la CONFEMEN, Monsieur Ki Boureima de m'avoir invité à participer au nom de l'APF à vos travaux relatifs à l' « Education inclusive et de qualité pour tous en Francophonie ». Il est particulièrement soucieux de resserrer les liens fondamentaux devant exister entre nos deux structures.

Parlementaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles de Belgique, c'est aujourd'hui en qualité de vice-président de la Commission de l'Éducation, des Affaires culturelles et de la Communication (CECAC) de l'APF que je me présente à vous. L'éducation est au cœur du mandat de la CECAC. Et même si je prends la parole lors de cette séance inaugurale, sachez que je viens surtout pour vous écouter et partager ensuite, dans trois semaines à Brazzaville, le résultat de vos débats aux membres de la CECAC. A cette occasion, nous serons à notre tour amenés à réfléchir à l'Avis que l'APF présentera au Sommet de la Francophonie ayant pour thème : « Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement ». Et comment pourraient-ils l'être sans éducation... ?

Il y a quatre ans, dès mon arrivée au sein de l'APF, j'y ai porté, en parfait accord avec le Président et les membres de la CECAC, le thème de l'Éducation en vue du Développement Durable (EDD). A la suite d'un appel à contribution, de nombreux pays ou régions membres, parlementaires donc, ont pu exprimer leur point de vue et faire part de leurs projets et actions, différents experts sont également venus étayer les débats de leurs expériences. De ces échanges est née une résolution adoptée en plénière à Bruxelles en juillet 2012.

Pourquoi ce thème ?

Il a fallu plus de 40 ans, des premières inquiétudes et interpellations de quelques « originaux » sur les limites de la planète à la déclaration par les Nations Unies d'une « Décennie de l'Éducation au Développement Durable (2005-2014) » et des « Stratégies pour cette décennie » adoptées pour chaque continent, pour que nous prenions plus résolument conscience que l'avenir joyeux de la planète et de ceux qui y vivent passe nécessairement par l'éducation !

Le préambule de ces Stratégies le confirme en ces mots « L'éducation est non seulement un droit de l'Homme mais également une condition sine qua non du développement durable et un outil indispensable à une bonne gouvernance, à des décisions éclairées et à la promotion de la démocratie ».

Il nous faut donc nous poser cette question à laquelle toute personne soucieuse d'éduquer doit répondre : « *Quels enfants laisserons-nous à notre Terre ?* ». Et donc, pour reprendre le thème de notre rencontre : « *quelle éducation inclusive et de qualité pour tous et toutes allons-nous leur donner ?* » Et en fonction de cela, seront-ils vecteurs de paix et acteurs de développement ?

Autrement dit quelles sont les priorités à nous adultes, éducateurs, parents, enseignants, formateurs, associations, gouvernements et parlements si nous voulons donner aux jeunes l'éducation nécessaire pour devenir des citoyens responsables et émancipés, actifs et compétents dans leur secteur, critiques, solidaires, attentifs au vivre ensemble, au respect de l'autre et de notre unique planète.

En tant que « politiques » soucieux du bien commun, il nous faut donc mettre en place les conditions de cette éducation que nous souhaitons globale en ce qu'elle doit favoriser la participation des citoyens au développement et contribuer à améliorer leur compréhension individuelle du développement mondial ainsi que leur capacité de recherches, de réponses et de valeurs qui sont essentielles pour une société équitable et un monde durable. Cette éducation doit aussi permettre aux citoyens, jeunes et moins jeunes, de faire des choix qui tiennent compte de la complexité de la vie quotidienne moderne et d'y faire face en ayant conscience des répercussions en matière de citoyenneté, d'environnement, de santé, de culture, de relations Nord-Sud et Sud-Sud, d'égalité Homme-Femme, de relations intergénérationnelles, de Droits de l'Homme et de paix, d'économie aussi... C'est tout cela l'EDD.

Notre défi majeur consiste donc à élaborer des programmes et des projets éducatifs qui englobent toutes ces facettes. L'éducation n'a pas pour but unique

de rendre les jeunes employables. Ils doivent sortir de l'école compétents dans leur secteur mais aussi outillés humainement.

Et donc, à l'initiative de la CECAC, voici près de quatre ans, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'est saisie de la problématique et, à l'issue d'échanges riches et fructueux, a voté à l'unanimité une résolution adoptée en juillet 2012.

Adressée aux Chefs d'État et de Gouvernements, la résolution recommande notamment de :

« PRENDRE toutes les mesures utiles afin de rencontrer les objectifs du programme de l'«Éducation pour tous» et de la «Décennie de l'éducation au développement durable» de l'UNESCO, notamment ceux permettant de lutter contre l'analphabétisme, de proposer prioritairement à tous un enseignement primaire gratuit et de qualité et d'atteindre la parité fille – garçon, et d'intégrer l'éducation à l'environnement et au développement durable dans tous les cursus scolaires et universitaires;

PROMOUVOIR des valeurs de respect des droits humains, des écosystèmes de la Terre et de la diversité culturelle ainsi que l'engagement en faveur d'une justice sociale, d'une responsabilité intergénérationnelle, d'une culture de la tolérance et de la paix;

PROMOUVOIR des attitudes et des comportements propices à une culture tournée vers la durabilité et la viabilité par une approche participative qui se structure autour de problèmes concrets à résoudre en fonction du contexte;

RÉCONCILIER l'activité économique et l'activité éthique par le développement de partenariats entre le monde économique et le monde social;

FORMER les enseignants aux enjeux du développement durable par le biais de formations de qualité, initiales et continues afin de les amener à entrer dans des démarches participatives, à échanger et mutualiser leurs expériences;

ENCOURAGER les mouvements de coopération à tous les niveaux, par toutes les parties prenantes afin de s'orienter vers la conception de politiques, de programmes et de pratiques innovantes pour l'éducation en vue d'un développement durable;

INVITE l'Organisation de la Francophonie (DEF, DDS, IEPF), les autres opérateurs de la Francophonie (AUF, TV5, AIMF, Université Senghor) et la CONFEMEN à inclure, partout et dès à présent, l'éducation au développement durable au cœur de leur mandat et programmation. Et, pour l'heure, d'évaluer la possibilité

d'entreprendre un projet pilote de mise en réseau des établissements scolaires, des structures institutionnelles et des espaces éducatifs de la société civile impulsant l'éducation au développement durable pour tous et tout au long de la vie. »

A la suite du vote de cette résolution, des contacts entre nos deux institutions ont été pris – merci M. Ki – ma présence aujourd'hui parmi vous en atteste.

Nos deux institutions poursuivent en effet des objectifs communs. Le thème de cette rencontre est en relation directe avec l' « Éducation au développement durable ». Ainsi, la CONFEMEN invitait¹ déjà en 2010 « *les décideurs politiques à s'intéresser à la qualité de l'éducation, non seulement, dans le contexte d'acquisition de connaissances et de développement de compétences mais également dans le souci d'une concordance avec le développement durable. Dans le contexte actuel de mondialisation et d'accélération des diverses technologies, la définition de la qualité de l'éducation doit être élargie pour prendre en compte les attentes d'une société en perpétuelle évolution. Outre, les aspects relatifs aux savoirs, la CONFEMEN estime qu'une école dite de qualité devrait tenir compte du développement du savoir-être et du savoir-faire permanent, dont les compétences citoyennes, l'autonomisation de l'individu ainsi que l'apprentissage tout au long de la vie* ».

Par ailleurs, la CONFEMEN reconnaît que l' « *Éducation au développement durable, au sens des objectifs du Millénaire pour le développement, se trouve au cœur de la stratégie du développement d'une éducation de qualité, capable de faire émerger des systèmes éducatifs de plus en plus performants. Cette vision est en phase également avec les objectifs du programme Éducation pour tous pour le millénaire de l'Unesco.* »

Enfin et avant tout, l'éducation au développement durable est tributaire de l'accès à une éducation de qualité pour tous qui est au cœur des travaux de la CONFEMEN.

Mesdames et Messieurs,

Vous l'aurez compris, ma présence parmi vous durant ces trois jours démontre la volonté de la CECAC, et donc de l'APF, de créer des ponts, de développer les synergies nécessaires entre institutions de la Francophonie. Cette première prise de contact doit nous permettre de discuter de la manière dont nous pourrions collaborer dans le futur.

En effet, à l'heure de la préparation de l'après 2015, à un moment où de nouveaux programmes et de nouveaux objectifs sont en cours d'élaboration au niveau international, la Francophonie doit contribuer au débat et à la réflexion sur les enjeux des systèmes éducatifs. Elle doit proposer des solutions constructives. Et pour peser

¹ « *Qualité de l'Éducation, un enjeu pour tous* », document de réflexion et d'orientation, CONFEMEN, 2010

de tout son poids dans les cénacles internationaux, la Francophonie doit nécessairement parler d'une seule voix.

En juin 2012, lors du 1^{er} Forum mondial de la langue française organisé à Québec, un orateur nous disait : « *Que peut la Francophonie et qu'est-elle prête à offrir au monde ?* ». Et elle répondait : « *Notre diversité nous donne la capacité de créer. « Nous », Francophones, nous portons les défis des Nations. Nous avons à apporter notre créativité pour travailler à une éducation visant une mondialisation responsable, durable, prenant la défense d'une éthique du partage, de la lutte contre la pauvreté et de la protection de notre environnement* ».

Mesdames et Messieurs, puisse cette réunion centrée sur l'éducation de tous nos enfants nous donner l'enthousiasme d'y contribuer humblement mais résolument. Merci de votre écoute et de votre accueil.

Yves Reinkin

yves.reinkin@skynet.be